



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2023



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	16
Dettes financières de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -197,965 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2023 s'élève à -197,965 Md€ contre -158,720 Md€ à fin novembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-39,246 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 3,640 Md€, une baisse des recettes nettes de 20,516 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 15,090 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 409,287 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,258 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (3,339 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,217 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,560 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,116 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (1,166 Md€) et du programme « Equipement des forces » (1,086 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,474 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,953 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,326 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,530 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,677 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin novembre 2023 s'élèvent à 409,287 Md€ contre 405,647 Md€ à fin novembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,640 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de personnel pour +5,388 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des charges de la dette de l'Etat pour +2,123 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +2,045 Md€, hausse prévue en lois de finances), et des dépenses d'investissement pour +1,450 Md€ (écart essentiellement lié à la

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,492 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (1,160 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,123 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,151 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,902 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,439 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,814 Md€) ;

► **Mission Justice** : 1,051 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Gestion des finances publiques** : 0,922 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,700 Md€).

mission "Défense", hausse prévue en lois de finances), ainsi que de la baisse des dépenses de fonctionnement pour -3,470 Md€ (écart principalement lié à la mission "Economie", en raison d'abondements du compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" en 2022 non reconduits en 2023), et des dépenses d'intervention pour -2,254 Md€ (écart principalement lié à la mission "Plan de relance" pour -3,863 Md€, baisse prévue en lois de finances).

Recettes du budget général (nettes) : 233,194 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 12,774 Md€ (montant notamment lié à la 3^{ème} échéance du solde de PAS 2022 pour 5,585 Md€) ;

► **TVA nette** : 8,172 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,198 Md€, dont 1,645 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,523 Md€ de taxe générale sur les activités polluantes ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,160 Md€, dont des recettes de prélèvements de solidarité pour 0,639 Md€ ;

► **TICPE nette** : 1,197 Md€ ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 0,600 Md€ (principalement des versements de l'AFITF finançant le domaine des transports) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,048 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,540 Md€, dont -2,026 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 279,986 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin novembre 2023 s'élèvent à 279,986 Md€ contre 290,394 Md€ à fin novembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-10,408 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes d'IS net pour -4,624 Md€ (écart lié à une baisse des

recettes brutes de 3,527 Md€ et à une hausse des R&D de 1,096 Md€), ainsi que des recettes fiscales nettes hors grands impôts (IR, IS, TICPE et TVA) pour -2,692 Md€, principalement de moindres recettes de TICFE en raison de la mise en œuvre du bouclier tarifaire.

Recettes non fiscales : 10,940 Md€

Les recettes non fiscales à fin novembre 2023 s'élèvent à 10,940 Md€ contre 20,477 Md€ à fin novembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-9,537 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'UE, d'un

montant de 7,400 Md€ en 2022, pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, non encore intervenu en 2023, ainsi que par un dividende de 1,686 Md€ versé par la Banque de France en juin 2022.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -63,934 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin novembre 2023 s'élèvent à -63,934 Md€ contre

-62,993 Md€ à fin novembre 2022 à périmètre constant, soit une évolution de -0,941 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 6,201 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin novembre 2023 s'élèvent à 6,201 Md€ contre

5,831 Md€ à fin novembre 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,370 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -21,872 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,374 Md€ et des recettes pour 6,318 Md€ (dont 3,881 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales, et 1,710 Md€ de TF, principalement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 3,749 Md€ (dont le paiement des intérêts des OAT à taux fixes pour 2,986 Md€ et des intérêts des BTF pour 0,641 Md€) et des recettes pour 0,686 Md€ (dont 0,381 Md€ au titre de l'encaissement de coupons courus des OAT).

Le solde des comptes spéciaux à fin novembre 2023 s'élève à -21,872 Md€ contre -6,783 Md€ à fin novembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-15,090 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de -9,773 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat »

pour -9,065 Md€, dégradation du solde prévue en lois de finances) et du solde des comptes de concours financiers de -4,728 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -5,095 Md€, dégradation du solde prévue en lois de finances).

Dette financière de l'Etat au 30 novembre 2023 : 2 450,201 Md€

La dette financière est en augmentation de 137,910 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +120,514 Md€

et hausse des BTF à hauteur de +20,654 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -3,259 Md€).



	Mois	Cumul à fin novembre		Ecart cumul	
	Novembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-20 260	-197 965	-158 720	-159 320	-39 246
Dépenses du budget général (nettes)	32 751	409 287	405 647	397 932	3 640
Recettes du budget général (nettes)	21 238	233 194	253 710	245 395	-20 516
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	12 774	75 539	75 178	75 178	361
- IS *	-369	38 341	42 965	42 965	-4 624
- TICPE	1 197	14 789	15 123	16 017	-334
- TVA	8 172	88 953	89 678	98 436	-725
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-8 746	-21 872	-6 783	-6 783	-15 090

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-5 594	163 168
Dette financière de l'Etat	14 937	2 450 201

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin novembre			Ecart cumul
	Novembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Dépenses de personnel	12 857	132 141	126 754	126 785	5 388
Dépenses de fonctionnement	5 382	69 529	73 000	72 679	-3 470
Charges de la dette de l'Etat	189	51 338	49 215	49 215	2 123
Dépenses d'investissement	1 571	16 593	15 143	15 143	1 450
Dépenses d'intervention	12 490	136 014	138 268	130 842	-2 254
Dépenses d'opérations financières	262	2 595	2 220	2 220	375
Total des dépenses (nettes) (I)	32 751	409 287	405 647	397 932	3 640
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	25 620	279 986	290 394	282 256	-10 408
Recettes non fiscales	606	10 940	20 477	20 477	-9 537
Prélèvements sur recettes	-5 588	-63 934	-62 993	-63 170	-941
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾	600	6 201	5 831	5 831	370
Total des recettes (nettes) (II)	21 238	233 194	253 710	245 395	-20 516
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	26 826	297 128	316 703	308 565	-19 576
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-11 513	-176 093	-151 937	-152 537	-24 156
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-846	-2 736	7 037	7 037	-9 773
Solde des comptes de concours financiers	-4 599	-16 408	-11 680	-11 680	-4 728
Solde des comptes de commerce	-3 283	-2 822	-2 169	-2 169	-653
Solde des comptes d'opérations monétaires	-127	675	-688	-688	1 363
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-8 746	-21 872	-6 783	-6 783	-15 090
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-20 260	-197 965	-158 720	-159 320	-39 246

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin novembre			Ecart cumul
	Novembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 857	132 141	126 754	126 785	5 388
Rémunérations d'activité	7 733	76 473	73 343	73 362	3 130
Cotisations et contributions sociales	4 929	54 194	52 447	52 459	1 747
Prestations sociales et allocations diverses	195	1 474	963	964	511
AUTRES TITRES	19 894	277 145	278 893	271 147	-1 748
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 382	69 529	73 000	72 679	-3 470
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 028	37 085	41 385	41 089	-4 300
Subventions pour charges de service public	2 354	32 444	31 614	31 590	829
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	189	51 338	49 215	49 215	2 123
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	189	51 338	49 215	49 215	2 123
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 571	16 593	15 143	15 143	1 450
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 177	12 350	11 481	11 481	869
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	394	4 243	3 662	3 662	581
Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	12 490	136 014	138 268	130 842	-2 254
Transferts aux ménages	3 950	53 700	52 682	52 563	1 018
Transferts aux entreprises	3 214	39 021	41 208	41 469	-2 187
Transferts aux collectivités territoriales	2 071	16 015	17 710	10 382	-1 695
Transferts aux autres collectivités	3 069	25 935	25 567	25 327	369
Appels en garantie	186	1 343	1 102	1 102	241
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	262	2 595	2 220	2 220	375
Prêts et avances	11	36	109	109	-73
Dotations en fonds propres	251	1 279	1 313	1 313	-34
Dépenses de participations financières	0	1 280	797	797	483
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	32 751	409 287	405 647	397 932	3 640

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2023		Cumul à fin novembre 2022 retraité	Cumul à fin novembre 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	360	325	2 981	2 828	2 746	2 778	82
Action de la France en Europe et dans le monde	162	140	1 887	1 765	1 710	1 710	55
Diplomatie culturelle et d'influence	151	160	732	726	689	722	37
Français à l'étranger et affaires consulaires	46	25	362	338	347	347	-9
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	470	446	4 253	4 163	4 139	4 131	24
Administration territoriale de l'Etat	259	264	2 416	2 335	2 238	2 225	97
Vie politique	2	1	145	157	472	472	-314
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	210	181	1 692	1 671	1 429	1 435	242
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	375	393	3 245	3 157	3 264	3 073	-107
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾	259	253	1 675	1 605	1 662	1 825	-57
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	59	81	628	610	710	708	-100
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	56	59	540	542	536	540	6
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾	0	0	401	401	357	0	45
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1 883	454	5 643	4 732	4 501	4 503	231
Aide économique et financière au développement	1 236	37	2 067	1 759	1 636	1 638	123
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	190	190	-40
Solidarité à l'égard des pays en développement	647	417	3 426	2 823	2 675	2 675	148
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	15	45	1 751	1 748	1 633	1 633	115
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	7	45	1 669	1 674	1 555	1 555	119
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	8	0	82	74	78	78	-4
COHESION DES TERRITOIRES	542	570	17 836	17 540	16 805	16 794	735
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	260	348	2 637	2 407	2 188	2 189	219
Aide à l'accès au logement	3	3	13 291	13 289	13 014	13 014	276
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	114	91	955	918	724	724	194
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	47	34	317	287	266	263	22
Politique de la ville	80	77	532	515	501	497	13
Interventions territoriales de l'Etat	38	16	104	124	112	107	12
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	71	77	732	718	664	664	55
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	49	55	466	454	411	411	43
Conseil économique, social et environnemental	2	2	46	46	46	46	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	21	220	218	207	207	12
Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾	0	0	0	0	1	1	-1
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	378	411	3 595	3 535	3 235	3 234	300
Patrimoines	125	124	1 131	1 094	987	986	107
Création	76	78	947	935	895	875	40
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	108	136	777	775	667	668	107
Soutien aux politiques du ministère de la culture	69	73	740	731	685	705	46
DEFENSE	4 739	4 560	47 703	50 662	46 804	46 790	3 858
Environnement et prospective de la politique de défense	271	191	1 479	1 823	1 721	1 721	102
Préparation et emploi des forces	997	1 166	12 932	12 038	10 557	10 549	1 481
Soutien de la politique de la défense	2 071	2 116	21 758	21 913	20 982	20 976	931
Equipement des forces	1 400	1 086	11 534	14 888	13 544	13 544	1 344
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	92	88	790	781	801	802	-21
Coordination du travail gouvernemental	84	79	676	668	605	606	63
Protection des droits et libertés	8	9	115	112	106	106	6
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾	0	0	0	0	90	90	-90
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 130	2 492	35 381	33 538	31 243	31 064	2 295
Infrastructures et services de transports	1 033	542	7 677	7 650	7 926	7 786	-276
Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾	33	19	298	283	209	165	74
Paysages, eau et biodiversité	27	35	270	268	215	219	53
Expertise, information géographique et météorologie	41	12	493	461	464	464	-4
Prévention des risques	121	68	1 062	970	960	961	10
Energie, climat et après-mines	12	311	4 196	4 477	7 146	7 143	-2 669
Service public de l'énergie	403	1 160	16 120	15 657	10 935	10 935	4 722
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	270	272	2 743	2 761	2 684	2 686	77
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	13	13	781	781	703	703	78
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾	178	61	1 740	230	0	0	230



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2023		Cumul à fin novembre 2022 retraité	Cumul à fin novembre 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€.							
ECONOMIE	211	366	3 649	4 070	14 277	13 966	-10 207
Développement des entreprises et régulations	154	283	2 487	2 592	1 541	1 509	1 051
Plan "France Très haut débit"	0	0	73	427	200	200	227
Statistiques et études économiques	41	41	425	417	408	408	9
Stratégies économiques	17	42	665	634	671	393	-37
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	11 457	11 457	-11 457
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	375	375	52 088	58 853	51 818	51 818	7 035
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	175	175	50 557	50 557	48 511	48 511	2 045
Appels en garantie de l'Etat	186	186	1 459	1 459	1 191	1 191	268
Epargne	13	13	73	73	56	56	17
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	178	175	175	3
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 586	1 885	1 885	4 701
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 277	7 258	74 713	74 591	71 571	71 593	3 020
Enseignement scolaire public du premier degré	2 221	2 217	23 276	23 259	22 328	22 327	931
Enseignement scolaire public du second degré	3 343	3 339	33 136	33 127	31 912	31 920	1 214
Vie de l'élève	585	579	6 779	6 746	6 302	6 302	444
Enseignement privé du premier et du second degrés	733	722	7 591	7 578	7 285	7 285	294
Soutien de la politique de l'éducation nationale	247	259	2 495	2 485	2 401	2 401	85
Enseignement technique agricole	149	142	1 436	1 395	1 343	1 358	52
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	949	922	9 707	9 440	9 138	9 136	303
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	713	700	7 328	7 119	6 941	6 933	178
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	97	81	873	836	766	770	70
Facilitation et sécurisation des échanges	139	140	1 506	1 485	1 431	1 433	54
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	310	246	2 189	1 760	1 858	1 858	-98
Immigration et asile	273	210	1 704	1 314	1 426	1 426	-112
Intégration et accès à la nationalité française	37	37	484	446	431	431	14
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	126	156	3 358	4 023	5 779	5 779	-1 756
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	-9	85	-9	235	245	245	-10
Valorisation de la recherche	0	0	0	13	846	846	-833
Accélération de la modernisation des entreprises	0	20	0	93	469	469	-376
Financement des investissements stratégiques	135	51	1 490	1 883	3 024	3 024	-1 142
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	1 878	1 800	1 195	1 195	605
JUSTICE	1 148	1 051	10 812	10 314	9 582	9 584	732
Justice judiciaire	375	387	3 850	3 757	3 497	3 497	260
Administration pénitentiaire	609	461	4 674	4 278	3 982	3 982	296
Protection judiciaire de la jeunesse	77	97	993	959	877	877	82
Accès au droit et à la justice	50	50	696	695	646	646	49
Conduite et pilotage de la politique de la justice	37	57	595	620	575	577	45
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	4	4	4	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	69	62	716	696	529	528	168
Presse et médias	57	50	387	373	230	230	143
Livre et industries culturelles	12	12	329	323	298	298	25
OUTRE-MER	76	296	2 252	2 082	2 024	2 292	58
Emploi outre-mer	29	223	1 494	1 464	1 441	1 706	23
Conditions de vie outre-mer	47	74	759	618	583	587	35
PLAN DE RELANCE	-10	678	61	3 826	8 537	8 537	-4 710
Écologie	-7	502	-3	2 582	3 926	3 926	-1 344
Compétitivité	1	93	68	589	1 814	1 814	-1 225
Cohésion	-5	83	-4	655	2 797	2 797	-2 142
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽³⁾	0	0	0	0	1 969	1 969	-1 969
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	101	101	-101
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 740	1 740	-1 740
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	78	78	-78
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	51	51	-51
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 077	1 077	1 048	1 048	29
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105	5
Assemblée nationale	0	0	571	571	552	552	19
Sénat	0	0	346	346	339	339	8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16	-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2023		Cumul à fin novembre 2022 retraité	Cumul à fin novembre 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€. RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 083	2 530	30 352	29 939	28 416	28 391	1 523
Formations supérieures et recherche universitaire	346	104	14 864	14 641	13 984	13 981	658
Vie étudiante	244	435	3 038	2 927	2 842	2 841	85
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	163	1 677	7 864	7 622	7 293	7 298	330
Recherche spatiale	44	54	1 823	1 661	1 514	1 514	147
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	230	75	1 644	1 740	1 720	1 720	19
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	9	112	587	824	704	704	120
Recherche duale (civile et militaire)	8	27	150	142	0	0	142
Enseignement supérieur et recherche agricoles	40	46	383	382	360	334	22
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	254	485	5 850	5 784	5 705	5 844	79
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	120	408	4 003	4 003	3 941	4 080	62
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	67	67	802	802	735	735	67
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	67	10	1 046	979	1 029	1 029	-50
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	159	404	4 131	3 912	3 768	3 774	144
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	143	376	3 968	3 714	3 581	3 584	133
Concours spécifiques et administration	16	27	163	198	187	190	11
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 648	9 627	134 090	134 049	124 958	124 782	9 091
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 016	8 995	129 331	129 291	117 628	117 628	11 663
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	632	632	4 759	4 759	7 330	7 154	-2 571
SANTE	11	20	3 398	2 793	1 386	1 386	1 407
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	11	20	322	306	364	364	-58
Protection maladie	0	0	1 146	942	1 022	1 022	-80
Carte vitale biométrique ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	1 930	1 544	0	0	1 544
SECURITES	2 180	2 123	21 633	21 061	20 094	20 096	968
Police nationale	1 194	1 151	11 397	11 170	10 653	10 655	517
Gendarmerie nationale	902	902	9 499	9 232	8 800	8 801	432
Sécurité et éducation routières	17	9	64	46	40	40	6
Sécurité civile	67	63	673	613	601	601	12
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	389	3 474	29 007	27 281	27 732	27 603	-450
Inclusion sociale et protection des personnes	309	1 326	13 759	12 981	14 113	13 985	-1 132
Handicap et dépendance	4	1 953	14 018	13 055	12 223	12 223	832
Egalité entre les femmes et les hommes	15	12	51	49	43	43	6
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	61	183	1 178	1 196	1 152	1 151	44
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽³⁾	0	0	0	0	200	200	-200
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	165	204	1 511	1 507	1 552	1 552	-45
Sport	139	96	638	532	632	632	-101
Jeunesse et vie associative	21	29	789	678	636	636	42
Jeux olympiques et paralympiques 2024	5	79	84	298	284	284	14
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	67	168	668	833	602	602	231
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾	17	41	203	334	203	203	131
Transformation publique	14	67	140	189	129	129	61
Innovation et transformation numériques	2	1	8	7	4	4	2
Fonction publique	30	55	278	264	231	231	33
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	39	39	34	34	5
TRAVAIL ET EMPLOI	108	1 439	15 430	17 283	15 098	15 111	2 185
Accès et retour à l'emploi	8	545	5 522	6 055	6 692	6 700	-637
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	32	814	9 218	10 509	7 731	7 731	2 779
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	4	13	57	85	75	75	10
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	65	68	634	634	601	606	33
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	35 652	41 746	530 603	538 577	523 274	522 714	15 303
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	26 636	32 751	401 272	409 287	405 647	397 932	3 640

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin novembre		Ecart cumul	
		2023	2022 retraité		2022 exécuté
unité : million d'€.	Novembre				
Impôt sur le Revenu (A)	13 030	98 988	95 675	95 675	3 313
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	102	3 915	3 646	3 716	269
Impôt sur les sociétés (C)	667	64 140	68 282	68 282	-4 142
Impôt sur les sociétés	658	63 036	66 563	66 563	-3 527
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	8	1 085	1 370	1 370	-285
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	19	349	349	-330
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 160	30 048	32 973	23 866	-2 925
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	55	1 233	927	927	305
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	78	4 845	3 801	3 801	1 044
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	171	0	0	171
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	264	2 312	2 306	2 306	6
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	230	100	100	130
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	5	22	29	29	-7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	37	30	30	7
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	13	103	99	99	4
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	213	203	203	10
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	1	1	1	0
Prélèvements de solidarité	639	13 360	12 454	12 454	906
Taxe sur les services numériques	13	679	616	616	62
Taxe d'habitation sur les résidences principales	12	467	2 387	2 387	-1 919
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	33	5 733	9 246	138	-3 513
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	2	2	-1
Recettes diverses	44	637	768	768	-131
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 375	16 605	17 166	18 060	-561
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 084	161 046	154 366	163 123	6 681
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 198	34 534	35 914	34 316	-1 380
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	34	448	645	645	-197
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	196	188	188	9
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	85	75	75	11



	Mois	Cumul à fin novembre			Ecart cumul
	Novembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	272	3 766	2 850	2 850	916
Mutations à titre gratuit par décès	1 373	14 900	13 617	13 617	1 283
Contribution de sécurité immobilière	59	715	833	833	-118
Autres conventions et actes civils	36	398	406	406	-7
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	48	551	533	533	18
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	30	376	348	348	28
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	16	228	152	152	77
Timbre unique	59	436	395	395	41
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	62	672	500	500	172
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾	1	625	0	0	625
Autres taxes intérieures	6	2 410	7 126	5 528	-4 716
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4	0
Amendes et confiscations	3	38	39	39	0
Taxe générale sur les activités polluantes	523	1 605	1 039	1 039	566
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	5	56	62	62	-6
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	169	158	158	10
Autres droits et recettes à différents titres	0	58	21	21	37
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	44	46	46	-2
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	18	17	17	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	24	25	25	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	212	2 311	2 404	2 404	-93
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	118	893	826	826	67
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	374	376	376	-2
Prélèvement sur les paris sportifs	48	731	722	722	10
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	12	109	94	94	16
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	143	970	1 228	1 228	-257
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	77	763	628	628	135
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	34 615	409 277	408 022	407 039	1 254
TOTAL GENERAL (net)	25 620	279 986	290 394	282 256	-10 408

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin novembre		Ecart cumul	
	Novembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	2 864	4 216	4 216	-1 352
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	712	1 812	1 812	-1 100
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	2 139	1 286	1 286	853
Autres dividendes et recettes assimilées	0	13	1 118	1 118	-1 105
Produits du domaine de l'Etat (B)	40	1 085	1 121	1 121	-36
Revenus du domaine public non militaire	22	405	209	209	195
Autres revenus du domaine public	0	5	5	5	0
Revenus du domaine privé	17	356	220	220	136
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	318	684	684	-366
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	2	2	0
Produits de la vente de biens et services (C)	346	2 751	2 868	2 868	-117
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	54	502	568	568	-66
Autres frais d'assiette et de recouvrement	73	945	1 010	1 010	-65
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	10	29	29	-19
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	4	4	4	0
Autres recettes diverses	217	1 290	1 256	1 256	33
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	55	525	469	469	56
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	17	280	47	47	233
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	2	12	8	8	4
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	34	18	18	16
Intérêts des autres prêts et avances	5	69	280	280	-211
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	16	78	86	86	-7
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	11	46	24	24	22



	Mois	Cumul à fin novembre			Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
		2023	2022 retraité	2022 exécuté	
	unité : million d'€.	Novembre			
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	76	1 355	2 054	2 054	-699
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	146	471	471	-325
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	220	245	245	-24
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	11	8	8	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	72	918	1 258	1 258	-340
Frais de poursuite	1	6	11	11	-5
Frais de justice et d'instance	1	7	8	8	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	9	9	-7
Divers (F)	89	2 360	9 749	9 749	-7 389
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	15	438	687	687	-248
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	21	216	175	175	41
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	12	12	12	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	5	6	6	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	6	7	7	-2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5	0
Récupération d'indus	2	138	25	25	112
Recouvrements après admission en non-valeur	9	101	119	119	-18
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	33	112	112	-78
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	33	25	25	8
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	10	10	-7
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3	0
Soultte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	15	369	320	320	49
Produits divers	0	20	3	3	17
Autres produits divers	16	444	491	491	-47
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	606	10 940	20 477	20 477	-9 537

(1) Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin novembre		Ecart cumul
	Novembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 540	-41 370	-39 439	-39 615	-1 932
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 026	-25 000	-24 440	-24 611	-560
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-3	-3	-3	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-3	-11	-11	-11	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-402	-6 335	-5 992	-5 992	-344
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-24	-693	-680	-680	-13
Dotation élu local	0	-108	-100	-100	-8
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-56	-61	-61	5
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-417	-421	-403	-409	-18
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-326	-328	-328	1
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-239	-2 637	-2 644	-2 644	7
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-10	-353	-367	-367	14
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	9	9	-12
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-98	-98	-98	0
Fonds de compensation des nuisances aéroporтуaires	-7	-7	-7	-7	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-25	-284	-285	-285	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-48	0	0	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-27	-27	-27	-27	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-109	-109	-109	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-83	-83	-83	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	1	28	284	284	-256
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-297	-3 788	-3 409	-3 409	-379
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	-1	-1	-2	-2	1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	-22	-329	-21	-21	-308
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	-1	-1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	0	0	-5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	-10	-10	0	0	-10
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 048	-22 564	-23 555	-23 555	991
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 588	-63 934	-62 993	-63 170	-941
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	562	5 541	5 381	5 381	160
Fonds de concours - coopération internationale	38	660	450	450	210
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾	600	6 201	5 831	5 831	370

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Novembre 2023

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de novembre		Cumul à fin novembre									Ecart cumul Soldes 2023 / 2022 retraité	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes				
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 987	5 142	75 544	67 509	67 509	72 807	74 546	74 546	-2 736	7 037	7 037	-9 773	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	76	64	889	852	852	1 707	1 572	1 572	818	720	720	97	
Développement agricole et rural	17	6	123	112	112	152	142	142	29	30	30	-1	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	89	32	333	307	307	347	347	347	13	40	40	-26	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	41	26	402	278	278	421	224	224	19	-54	-54	73	
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	0	0	0	133	133	0	0	0	0	-133	-133	133	
Participations financières de l'Etat	50	0	15 256	9 731	9 731	12 959	16 499	16 499	-2 297	6 767	6 767	-9 065	
Pensions	5 715	5 014	58 540	56 096	56 096	57 222	55 762	55 762	-1 319	-334	-334	-985	
Comptes de concours financiers	11 212	6 612	123 277	116 116	116 116	106 869	104 436	104 436	-16 408	-11 680	-11 680	-4 728	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	318	5	3 498	3 380	3 380	68	515	515	-3 429	-2 865	-2 865	-564	
Avances aux collectivités territoriales	10 374	6 318	112 564	104 234	104 234	104 445	101 210	101 210	-8 119	-3 024	-3 024	-5 095	
Prêts à des Etats étrangers	10	130	525	885	885	482	943	943	-43	58	58	-102	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	54	3	488	1 089	1 089	279	497	497	-209	-592	-592	384	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾	456	156	6 203	6 528	6 528	1 595	1 271	1 271	-4 608	-5 257	-5 257	649	
Comptes de commerce	4 173	890	64 820	57 271	57 271	61 999	55 103	55 103	-2 822	-2 169	-2 169	-653	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾	65	60	925	916	916	985	821	821	60	-95	-95	155	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	15	181	178	178	165	177	177	-16	-1	-1	-16	
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	2 189	1 712	1 712	2 189	1 712	1 712	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	122	76	685	620	620	688	615	615	3	-5	-5	8	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	3 749	686	59 109	52 871	52 871	56 054	50 741	50 741	-3 055	-2 130	-2 130	-926	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	7	9	9	4	5	5	-3	-4	-4	0	
Opérations commerciales des domaines	7	10	65	52	52	108	99	99	43	47	47	-3	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	5	3	32	29	29	29	25	25	-3	-3	-3	1	
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Soutien financier au commerce extérieur	208	37	1 628	885	885	1 778	907	907	150	22	22	128	
Comptes d'opérations monétaires	134	7	286	3 746	3 746	961	3 058	3 058	675	-688	-688	1 363	
Emission des monnaies métalliques	19	7	87	118	118	207	233	233	120	115	115	5	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	109	0	164	3 525	3 525	745	2 807	2 807	581	-718	-718	1 299	
Pertes et bénéfices de change	7	0	35	103	103	9	17	17	-26	-85	-85	59	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	21 506	12 651	263 927	244 643	244 643	242 636	237 142	237 142	-21 291	-7 500	-7 500	-13 791	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	21 397	12 651	263 763	241 118	241 118	241 890	234 335	234 335	-21 872	-6 783	-6 783	-15 090	

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	389	-38	351
		Caisse des Dépôts et Consignations	12	-1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	260	5 094
	Total organismes à caractère financier		5 235	220	5 456
	CEPL	Régions	2 683	-1 427	1 255
		Départements	12 020	-3 833	8 187
		Communes	31 795	-1 058	30 738
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	-692	18 182
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-354	2 039
		Autres	10 106	-494	9 613
	Total CEPL		77 872	-7 858	70 014
	Etablissements publics de santé		9 230	-1 156	8 075
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-7 624	19 349
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	-1 818	20 270
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	1 393	6 568
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	489	2 794
	Total établissements publics nationaux		56 540	-7 560	48 980
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		8 816	-1 556	7 260
	Union européenne		3 975	2 063	6 038
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	68	6 054	
	GIP	1 887	267	2 154	
	EPLÉ	2 809	247	3 055	
	Autres correspondants	3 338	36	3 373	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	-72	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 091	545	14 636	
Total Dépôts de fonds du Trésor		175 760	-15 301	160 459	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	306	1 918	2 224	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	3	483	486	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	309	2 400	2 709	
Total Passif (A)		176 069	-12 901	163 168	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		176 069	-12 901	163 168	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	141 168	2 418 992
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	120 514	2 249 875
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	120 514	2 249 875
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 867 131	119 925	1 987 055
- <i>taux variable</i>	213 940	2 534	216 474
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	20 654	169 117
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	20 654	169 117
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-3 259	31 209
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	137 910	2 450 201



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.